



Commune
de
Maussane les Alpilles

DÉCISION 2022/108

AR Prefecture

013-211300587-20221219-DEC2022108-AR
Reçu le 30/12/2022

MAINTENANCE DES SYSTEMES DE CHAUFFAGE DE L'EGLISE ET DU PRESBYTERE

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MAUSSANE LES ALPILLES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23 ;

Vu la délibération n° 2020/06/04/35 du Conseil municipal en sa séance du 4 juin 2020 donnant délégations au Maire d'un certain nombre de ses compétences, notamment l'alinéa 4 ;

Vu le Code de la Commande publique et notamment l'article R2122-8 ;

Considérant l'absence de titulaire d'un contrat de maintenance pour l'entretien et la mise en route des systèmes de chauffage de l'Eglise paroissiale et du Presbytère, d'où l'opportunité de passer un marché en application du Code de la Commande publique, lorsque la valeur estimée est inférieure à 40 000 € : la société *Plomberie Arrosage Chauffage* propose une offre définitive de 1 603 € HT correspondant à une visite pour chaque équipement (générateur d'air / chaudière de l'église / chaudière du presbytère, soit 3 visites annuelles).

DÉCIDE

En exécution des pouvoirs délégués susvisés,

Article 1er : l'offre négociée de la société *Plomberie Arrosage Chauffage* - PAC pour effectuer la maintenance des chaudières précitées est acceptée pour un montant arrêté à MILLE SIX CENT TROIS EUROS Hors Taxes (1 603 € HT) et pour une durée de CINQ ANS dès notification du contrat.

Les crédits correspondants sont inscrits au Budget 2023.

Ces prestations seront intégrées dans le prochain contrat global de maintenance des systèmes de chauffage des bâtiments communaux, au terme du contrat en cours jusqu'au 30 juin 2027.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'une information lors du prochain Conseil Municipal.

Délai et voie de recours : la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat

Article 3 : La présente décision sera inscrite au registre des actes de la Mairie et ampliation en sera adressée à Monsieur le Receveur Municipal.

AR Prefecture

013-211300587-20221219-DEC2022108-AR

Reçu le 30/12/2022

Article 4 : Le Directeur Général des Services et le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 5 : Monsieur le Maire de Maussane les Alpilles certifie le caractère exécutoire de cette décision par sa publication et par sa transmission pour contrôle de légalité à la sous-préfecture d'Arles le 30/12/2022

Fait à Maussane les Alpilles, le 19 décembre 2022

Le Maire, Jean-Christophe CARRÉ



Publication sur le
site de la commune le : 30/12/2022